

Et après, c'est quoi... l'esclavage ?

Tout le monde réfléchit à l'après COVID 19. Et si Solidaires avec d'autres appelle à un monde socialement et écologiquement émancipateur, nos ennemis ont en revanche bien l'intention de profiter de la période pour satisfaire leurs intérêts ; ils et elles feront tout pour que le monde d'après, ce soit le monde d'avant en pire. Ils et elles s'efforceront de saisir l'opportunité du choc provoqué par l'épidémie pour, comme en 2008, enterrer leurs discours sur « *la nécessité de l'Etat providence, sur ces biens et services qui doivent être placés hors des lois du marché* »¹ et persévérer dans la casse des services publics et des acquis sociaux pourtant déjà sérieusement malades. Tous ces amortisseurs sociaux sont bien plus indispensables que leurs mortifères dividendes et bulles spéculatives.

Après le Medef et le porte-parole des Républicains, c'est maintenant l'institut Montaigne, think tank libéral bien connu, qui pousse au nom de la « croissance perdue » et de la « nécessaire reprise de l'activité économique » à ce que dans le monde d'après, ce soit au monde du travail de se retrousser les manches, diminuer ses jours de repos et de congés et donc être obligé de trimer encore plus longtemps. Et ça tombe bien, le gouvernement a justement fait passer le 25 mars dernier une ordonnance restreignant les droits à congés et au temps de repos et rallongeant le temps de travail. Allongement de la semaine à 60h, temps de travail de jour comme de nuit possible jusqu'à 12h, temps de repos quotidien abaissé à 9h, possibilité encore accrue de travailler le dimanche, en réalité tout est déjà publié. Reste la date limite du 31 décembre 2020. Car cette ordonnance est justifiée par la présente crise sanitaire et doit permettre de lutter « contre ses conséquences économiques » lesquelles peuvent durer d'autant plus avec la crise économique qui suivra. En clair, il suffira d'une ordonnance rectificative pour supprimer la date et le tour sera joué. Le code du travail fera toujours état des 35h, mais ce sera un décor pour les naïfs-ves, pas pour les salarié-es qui trimeront quasiment 2 fois plus, 60h !

Alors que la crise sanitaire a démontré toute la nocivité des politiques libérales, lesquelles en laminant les services publics de santé et en privilégiant la finance et l'économique sur l'humain, sont responsables de la mort de centaines de milliers de personnes dans le monde, leurs responsables entendent rapidement détourner l'attention. De ce monde d'inégalités, de guerres meurtrières, de destructions environnementales, de pauvretés massives qu'ils ont créé et qui ont permis le COVID 19. Alors que leur totale inutilité sociale a pu être constatée de toutes et tous. A la différence évidente de ces « riens », soignant-es, personnels d'entretien et de sécurité, camionneurs-euses, éboueurs-euses, caissières de supermarché, travailleur-euses sociaux, agent-es des services publics... qui auront permis par leur courage et professionnalisme de ne nous sortir de ce mauvais pas.

Nous ne voulons plus du monde corrompu des puissant-es. Fondé sur l'avidité, l'exploitation et le court terme, le capitalisme fait courir la planète et nos sociétés à leur perte : il est indispensable et il est surtout temps d'en finir !

Il y a urgence à mettre en place une société de la solidarité et du partage pour ne laisser personne au bord du chemin. Pour y arriver, à l'opposé de ce que cherche le patronat, **il faut commencer par une réduction massive du temps de travail. Toutes et tous ensemble, nous allons gagner.**

Paris, le 7 mai 2020

¹ Allocution d'Emmanuel Macron à la nation le 12 mars 2020